



Non aux mutualisations suicidaires !!!

La direction aurait-elle honte des mutualisations qu'elle prévoit ? Pas un mot en CE, pas un mot aux réunions DP. Pourtant, elle a du lourd dans sa besace : **tous les week-ends seront mutualisés à partir du 8 avril** jusqu'aux vacances d'été ! Et pire encore en juillet et août où elle envisage des **week-ends mutualisés sur 3 jours**, du vendredi au dimanche !

Si elles sont maintenues, ces nouvelles mutualisations vont faire très mal. Pourquoi de telles décisions aberrantes et suicidaires ? Encore et toujours pour faire des économies sur le dos de l'information régionale et de la proximité. Où est la logique éditoriale ? Où est la logique pour le traitement des sports le dimanche ? Et quid de la diffusion de la locale Baie de Seine le vendredi pendant les grandes vacances ?

Les débats et les soirées électorales des législatives seront aussi mutualisés, c'est officiel. Deux fois moins de temps d'antenne, c'est deux fois moins de temps de parole, de reportages, de réactions, deux fois moins de proximité... deux fois moins de chance de connaître son ou sa député-e. Bravo le service public ! Pourtant ce scrutin n'a rien de régional. Calquer sa couverture sur la grande Normandie n'est qu'un grossier prétexte pour supprimer encore et toujours de l'activité.

Plus nous nous éloignons des téléspectateurs, plus ils s'éloignent de nous. Mutualiser, c'est appauvrir nos antennes, c'est nous éloigner encore de nos publics, c'est diluer toujours plus notre ligne éditoriale. C'est funeste pour nos missions et donc pour nos emplois. Les économies imposées par la tutelle à France Télévisions doivent se faire ailleurs que sur le cœur de nos activités. Nous ne sommes pas le « gras » de la télé publique ! Rappelons qu'en 2015, à force de vouloir jouer les bons élèves du serrage de ceinture, la direction du pôle avait rendu 1,3 millions d'euros au siège !!

Cette fuite en avant irrationnelle et dangereuse doit être stoppée avant qu'il ne soit trop tard. La CGT demande à la direction de revenir sur ces mutualisations et d'assumer une programmation digne de nos missions et de notre couverture du territoire.